



ScienceComm '21

15 septembre 2021, Université de Fribourg

Mot d'introduction de M. André Simonazzi **Vice-chancelier et porte-parole du Conseil fédéral**

(version papier)

Bonjour et merci infiniment de cette occasion de m'adresser à vous en ouverture de ce congrès consacré à la science et à la communication en temps de crise, J'avais reçu une invitation pour parler de ce thème en juillet 2020 dans le cadre d'une rencontre de spécialistes de la communication. Je leur ai répondu que ce serait bien volontiers lorsque la crise serait terminée. Puis j'ai reçu de leur part une invitation en octobre 2020. Je leur ai promis d'examiner leur requête en janvier ou février 2021 si la situation s'améliorait. Puis en mars de cette année, nous avons convenu que nous ferions un colloque en novembre si la situation sanitaire le permettait. Entre-temps j'ai accepté votre invitation, probablement entre deux nouveaux variants du virus, afin de pouvoir m'exprimer au moins une fois avant de devoir partir à la retraite.

Parler de la communication en temps de crise et des rapports entre science et politique m'amène à vous présenter quelques réflexions et peut-être même thèses, qui se révéleront toutes fausses, comme c'est toujours le cas. C'est une simple question de temps.

La communication, y compris en temps de crise, s'inscrit toujours dans un contexte. Dans cette pandémie, les médias, le monde scientifique et la politique ont été au centre de l'attention – au côté d'autres milieux comme les milieux économiques ou sociaux. Médias, science et politique ont chacun leur mode de fonctionnement.

Les médias par exemple fonctionnent selon l'idée qu'ils se font de leur devoir d'information critique et de leur indépendance. Si un gouvernement dit blanc, il faut s'interroger si noir ne serait pas préférable. Si un chercheur en agronomie est pour l'ensoleillement des plants de tomates, il faudra interroger un aficionado des bienfaits de l'ombre sur la formation du fruit. Toute thèse demande une antithèse, quelle que soit la thèse. Toute prise de parole doit être contrebalancée par un avis contraire. Et si en plus cet avis va à contre-courant, le titre est trouvé, en cinq colonnes à la une ! Je l'ai dit : toutes ces thèses sont fausses...

La science, elle, vit aussi d'une certaine confrontation des avis et d'un discours permanent entre nouveaux développements de la connaissance et réfutation de ces acquis par de nouvelles hypothèses et vérifications. Ce qui faisait déjà dire à Thomas Henry Huxley au 19^{ème} siècle que l'esprit scientifique a plus de valeur que ses produits... il faut toujours citer un scientifique et philosophe du 19^{ème} dans une enceinte universitaire... Et bien sûr, tout comme pour les médias, l'indépendance de la recherche est sacrée.

La politique, elle, en Suisse en tout cas, est faite de la recherche d'une voie médiane dessinée par le compromis. Un savant dosage entre des intérêts divergents; un équilibre des régions, voire linguistique; entre ce qui est réalisable et qui conserve un certain équilibre des forces; entre les compétences des uns et des autres – notre magique fédéralisme. En fait, on ne décide jamais puisqu'à la fin on est tous plus ou moins d'accord... et pas d'accord à la fois. Après avoir chacun marqué des positions totalement incompatibles au premier abord. Et le peuple entérine ou corrige à la fin si nécessaire. J'ai l'impression que la validité de cette thèse n'aura pas survécu à son énoncé même.

Et la communication de crise dans tout cela ? Tous les gourous de la communication s'accordent pour le dire – et ils sont en général fort bien rétribués pour énoncer ces évidences dans de longs concepts – eh bien c'est communiquer d'une seule voix, rassurer, faire preuve de leadership, d'anticipation, de compassion. Comme le capitaine sur le pont, il faut affronter la tempête, le doigt sur la couture du pantalon et le salut militaire à la casquette, en décidant sur la base des faits, en disant ce que l'on fait et sans omettre de dire ce que l'on ne sait pas.

Bref, sur ces bases, on peut donc affirmer que toutes les conditions sont réunies, dans une démocratie – et en particulier dans une démocratie directe comme la nôtre – pour qu'en cas de crise, la communication sombre immédiatement dans les abysses et que les gouvernements passent pour des marins d'eau douce plus que pour des capitaines au long cours. Le tout bien sûr sur fond d'une joyeuse cacophonie d'experts se perdant en conjectures contradictoires et déstabilisantes. L'expérience de cette crise nous a montré que fort heureusement les choses sont plus nuancées.

En début de pandémie, le pouvoir politique s'est résumé à l'action du Conseil fédéral. Les choses ont bien changé par la suite. Dans cette phase, le Parlement s'est effacé et les cantons ont rapidement délégué leurs compétences. Une sorte d'unité nationale, tous partis confondus, a simplifié la lisibilité des processus politiques. Il en a résulté une ligne claire pour les citoyennes et citoyens. Le capitaine était sur le pont... Bien sûr, le bateau c'était un peu le radeau de la méduse. Les médias, fidèles à leur fonctionnement, ont confronté les avis d'experts. Et les experts ont joué leur rôle d'experts en réfléchissant à haute voix au sein des médias. Les vaguelettes d'insécurité en résultant au sein de la population sont vite devenues une houle assez forte.

Tant le gouvernement que les milieux scientifiques ont alors été conscients de la nécessité de trouver une plateforme de coopération pour sortir au mieux de la crise. La création de la task force scientifique ... « indépendante » (souvenez-vous: l'indépendance sacrée de la recherche)... devait permettre de mieux parler d'une seule voix ! Et de mettre à disposition du Conseil fédéral le dernier état des connaissances afin d'affiner la prise de décision.

Et c'était un peu comme si on redécouvrait en Suisse le lien possible entre science, administration et politique. La question n'est pas neuve pourtant. Après la crise financière de 1929 ont émergé par exemple diverses théories imaginant les experts au pouvoir. De même, en économie, John Kenneth Galbraith a développé sa théorie de la technocratie au sein des entreprises – les experts prenant le pas sur les familles qui géraient jusque-là traditionnellement les entreprises. Quels que soient les experts, économistes, juristes, la question était toujours la même : comment amener plus d'objectivité due au savoir dans la gestion publique des affaires. Très vite cependant, le terme de technocratie a pris une connotation négative. La question de la légitimité

des formes de gouvernance faisant appel aux experts s'est posée, à juste titre, alimentant les réticences de toutes parts. L'Histoire regorge d'exemples parfois piquants sur le sujet. On se souvient de la première ministre Margareth Thatcher et de sa méfiance légendaire envers les « technocrates » de la Commission européenne. De récents documents ont montré qu'elle avait souhaité réduire la Commission à un rôle de service civil au profit du Conseil des ministres devant avoir seul le pouvoir. Le recours aux experts reste une option cependant, même pour diriger un gouvernement, fut-il de transition, comme cela a été le cas en Italie récemment. En Suisse, science, administration et politique ont dû se ré-approprier.

Bien sûr, le dialogue ne s'est pas déroulé sans anicroches. La politique a dû réapprendre que non seulement les compromis font des décisions mais que les faits comptent parfois ! Et qu'ils restreignent fortement le choix des possibles pour les décideurs. Il a fallu accepter que le discours ne pouvait pas être déterminé uniquement par les intérêts partisans, voire économiques, mais que la science avait son mot à dire. Que penser d'ailleurs des tentatives politiques pour museler la parole des experts auxquelles nous avons dû assister si ce n'est qu'elle donne raison au proverbe arabe qui nous dit : «Trois sortes de gens disent la vérité : les sots, les enfants et les ivrognes. Quand tu lances la flèche de la vérité, trempe la pointe dans du miel».

La science a donc dû réapprendre à tremper ses pointes dans du miel et s'interroger de son côté sur sa responsabilité lorsqu'un rôle public lui est conféré. Distinguer ce qui ressort de connaissances ou de modèles éprouvés de ce qui ne peut pas être modélisé, comme le comportement de la population et le fait qu'elle adhère ou non aux décisions. Quand la parole scientifique éclaire-t-elle ? Quand influence-t-elle-même l'efficacité des dispositifs en les crédibilisant ou décrédibilisant ? Autant de questions qu'il a fallu résoudre dans un dialogue permanent de part et d'autre. Et finalement reconnaître que la politique peut parfois aussi être une science dans sa capacité à faire une synthèse entre tous les éléments pour une prise de décision équilibrée.

Permettez-moi de conclure avec une dernière thèse – espérons la moins fautive de toutes... Le dialogue que nous avons entretenu entre science, politique et administration s'est révélé d'une richesse incroyable. Il a nourri la prise de décision, la communication, la compréhension de cette crise. Il a sorti la discussion politique de son canal habituel et rappelé avec force l'importance du savoir et de la science dans nos

sociétés. Pour cela, j'aimerais remercier infiniment tous les membres de la task force qui n'ont pas compté leur temps, de manière entièrement bénévole, pour apporter leur expertise au cours de cette crise. Et spécialement les membres du comité qui ont su, sous le feu des projecteurs que nous avons un peu braqué sur eux, remplir leur tâche avec un grand professionnalisme. Et qui malgré l'exposition publique ont évité les pièges de l'ivresse des soleils médiatiques qui peuvent parfois, tel Icare, vous précipiter à nouveau dans les flots – que vous soyez en costume cravate ou non...

Merci de votre engagement et que le dialogue continue, aujourd'hui dans le cadre de ce colloque et à l'avenir.

Merci de votre attention !